



Cahier des clauses techniques particulières n° 2018-04 du 24/08/2018

ACCORD-CADRE

Pouvoir adjudicateur contractant :

Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques de Martinique

12-14, avenue Louis Domergue

Immeuble Le Trident – Montgérald

97200 – Fort de France

Objet du marché :

Réalisation de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Sommaire

Article 1 - Contexte	3
Article 2 - Conditions d'exécution de la mission de CSPS.....	3
Article 3 - Missions du coordonnateur	4
3.1 Opération de catégorie I.....	4
3.1.1 <i>En phase conception</i>	4
3.1.2 <i>En phase réalisation</i>	5
3.2 Opération de catégorie II.....	7
3.2.1 <i>En phase conception</i>	7
3.2.2 <i>En phase réalisation</i>	7
3.3 Opération de catégorie III	9
3.3.1 <i>En phase conception</i>	9
3.3.2 <i>En phase réalisation</i>	10
Article 4 - Présence du coordonnateur	11
Article 5 - Moyens et autorités concédés	11
5.1 Autorité du coordonnateur	11
5.2 Moyens du coordonnateur.....	13
5.2.1 <i>Phase conception</i>	13
5.2.2 <i>Phase réalisation</i>	13
Article 6 - Délai de remise des documents	14

Article 1 - Contexte

L'Agence des cinquante pas géométriques a pour missions :

- d'élaborer les programmes d'équipement des espaces urbains ;
- de vérifier la compatibilité des demandes de cession avec le programme des équipements ;
- de réaliser des travaux dans les quartiers de la zone des 50 pas géométriques.

Dans ce cadre, l'Agence conduit régulièrement diverses opérations d'aménagement. Certaines opérations nécessitent l'intervention d'un coordinateur sécurité et protection de la santé des travailleurs, conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Le cahier des clauses techniques particulières (dénommé « CCTP ») du présent accord-cadre a pour objet de préciser le contenu des éléments de mission dus par le coordinateur sécurité et protection de la santé (CSPS) en fonction des besoins de l'Agence (numéro de référence de la nomenclature CPV : 71317210-8 – Services de conseil en matière de santé et de sécurité).

Les missions de CSPS attendues au titre des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre pourront relever des catégories 1, 2 et 3 au sens du Code du travail en vigueur (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Ces trois catégories déterminent les niveaux de compétence de coordination de sécurité. Le niveau des coordinateurs SPS, exigé pour chaque marché subséquent, sera fonction de la catégorie de l'opération concernée.

Article 2 - Conditions d'exécution de la mission de CSPS

Le titulaire s'engage dans l'exécution de sa mission à respecter tous les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Le coordonnateur interviendra dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail, ainsi que par les dispositions du présent contrat.

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Le coordonnateur veille à la mise en oeuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra en tant que de besoin auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.

Il est rappelé, d'après l'article L 4532-6 du Code du travail, que son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire, en application d'autres dispositions dudit code.

Le coordonnateur dispose d'une compétence définie au sens de l'article R 4532-17 à 19 du Code du travail.

Il informe le maître d'ouvrage des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires, notamment en cas découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté.

Il ne dispose d'aucune délégation de pouvoir du maître d'ouvrage, sous réserve de ce qui est précisé à l'article 4 ci-dessous, ni d'aucun intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code civil.

Si plusieurs maîtres d'ouvrage sont amenés à conduire dans le même temps plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil ou une opération commune sur un même site, le coordonnateur sera tenu de prendre en compte les dispositions adoptées après concertation avec les maîtres d'ouvrage afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Le titulaire s'engage, s'il ne remplit pas cette condition à la date de la signature du contrat, à effectuer la formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

correspondant au niveau de compétence considéré pour l'objet du présent marché, conformément aux échéances fixées par la réglementation.

Le titulaire s'engage à présenter à l'agrément du maître d'ouvrage, le suppléant qui sera amené à intervenir en cas d'empêchement : congés, maladie, dans des délais raisonnables avec le déroulement de la mission.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG PI, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la prestation due au titre du présent marché.

Article 3 - Missions du coordonnateur

Les missions confiées au coordonnateur sont celles définies par les articles R 4532-11 à 16 et suivants du Code du travail, telles que précisées ci-dessous en fonction de la catégorie de l'opération définie par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le coordonnateur SPS pourra assurer la fonction de responsable de projet pendant toutes les phases de l'opération. Il assurera, le cas échéant, à ce titre toutes les obligations du responsable du projet à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages.

3.1 Opération de catégorie I

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 et 2 et L.4535-1 et L 4532-18 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

3.1.1 En phase conception

■ Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.

Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la maîtrise d'œuvre.

Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration,

■ Le coordonnateur ouvre le **registre journal de coordination (RJC)** dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :

- les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
- les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

■ Le **dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)** regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le coordonnateur établit le projet de DIUO au plus tard dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après la prise de connaissance des études de projet.

■ Le coordonnateur assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la **déclaration préalable**.

■ Le coordonnateur élabore le **plan général de coordination (PGC)**.

■ Le coordonnateur **rédige et propose au maître d'ouvrage le projet de règlement du collège interentreprises de sécurité et de protection de la santé (CISSCT)** qui fixe :

- la fréquence des réunions,
- la procédure propre à la sécurité collective,
- les conditions de vérification de l'application des mesures,
- la procédure de règlement des difficultés entre ses membres,

- les attributions du président.

■ Le coordonnateur examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

■ Le coordonnateur définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.

Il mentionne dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.

■ Le coordonnateur assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

3.1.2 En phase réalisation

■ Le coordonnateur SPS met à jour du **RJC** au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

■ Le coordonnateur complète et, si nécessaire, adapte le **DIUO** au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Il remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

■ Le coordonnateur SPS tient à jour le **PGC** pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage.

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sur le chantier des entreprises ;
- Les membres du CISSCT ;
- L'Inspection du Travail, l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP), la CRAM.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS. S'il y a lieu, il établira un PGC simplifié et s'assurera de l'établissement de PPSPS simplifiés.

■ L'harmonisation et la diffusion des **plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dus par les entreprises (PPSPS)**.

Le coordonnateur est tenu de :

- communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
- communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.

À réception des P.P.S.P.S., le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

■ Le coordonnateur pour la phase de réalisation préside, convoque et fixe l'ordre du jour du CISSCT. Il tient le registre des PV de réunion et conserve celui-ci pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

■ Le coordonnateur SPS organise des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

■ Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment:

- Le cas échéant, avant tout commencement d'exécution, il procède avec le chef de l'établissement en activité, à une inspection commune visant à :
 - délimiter le chantier,
 - matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
 - définir pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
- Le coordonnateur communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

■ Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de coordination.

■ Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

■ Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

■ Il appartient au coordonnateur d'adresser au CHSCT ou à défaut aux délégués du personnel des entreprises ou établissements présents sur le site, les procès-verbaux du collège.

■ Le coordonnateur SPS intervient lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement. Il apporte les compléments au DIUO si nécessaires.

3.2 Opération de catégorie II

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 et 2 et L.4535-1 et L 4532-18 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

3.2.1 En phase conception

■ Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.

Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la maîtrise d'œuvre :

Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration.

■ Il ouvre le **registre journal** dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :

- les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
- les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

■ Le **DIUO** regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le coordonnateur établit le projet de DIUO au plus tard dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après la prise de connaissance des études de projet.

■ Le coordonnateur assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la **déclaration préalable**.

■ Le coordonnateur élabore le **PGC** ou, s'il y a lieu le PGC simplifié.

■ Le coordonnateur examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

■ Le coordonnateur définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.

Il mentionne dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.

Le coordonnateur assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

3.2.2 En phase réalisation

Les missions du coordonnateur SPS en phase réalisation concernent notamment :

■ La mise à jour du **registre journal** de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

■ Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (**DIUO**).

Le coordonnateur complète et, si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

■ La mise à jour et l'adaptation du **plan général de coordination**.

Le plan général de coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage.

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;

- Les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises ;
- L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS. S'il y a lieu, il établira un PGC simplifié et s'assurera de l'établissement de PPSPS simplifiés ;

■ L'harmonisation et la diffusion des **plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dus par les entreprises (PPSPS)**.

Le coordonnateur est tenu de :

- communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
- communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.

À réception des P.P.S.P.S., le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

■ Le CSPS organise des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

■ Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

■ Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment :

- Avant tout commencement d'exécution, il procède avec le chef de l'établissement en activité, à une inspection commune visant à :
 - délimiter le chantier,
 - matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
 - définir pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
- Le coordonnateur communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les

premiers secours en cas d'urgence et les descriptions du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

■ Le contrôle des accès au chantier.

Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de coordination.

■ Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

■ Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

■ Intervention lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement. Compléments au DIUO si nécessaires.

3.3 Opération de catégorie III

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 et 2 et L.4535-1 et L 4532-18 du code du travail soient effectivement mis en œuvre.

3.3.1 En phase conception

■ Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.

Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la maîtrise d'œuvre :

Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration,

■ Le coordonnateur ouvre le **registre journal** dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :

- les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
- les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

■ Le **DIUO** regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le coordonnateur établit le projet de DIUO après la prise de connaissance des études de projet.

■ Le coordonnateur examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

■ Le coordonnateur définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques,

Il mentionne dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier,

■ Le coordonnateur assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

3.3.2 *En phase réalisation*

Les missions du CSPS en phase réalisation concernent notamment :

■ La mise à jour du **registre journal** de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

■ Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (**DIUO**)

Le coordonnateur complète et, si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

■ L'organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

■ Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

■ Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment :

- Avant tout commencement d'exécution, il procède avec le chef de l'établissement en activité, à une inspection commune visant à :
 - délimiter le chantier,
 - matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
 - définir pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
- Le coordonnateur communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les descriptions du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

■ Le contrôle des accès au chantier.

Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de coordination.

■ Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

■ Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

- Intervention lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement. Compléments au DIUO si nécessaires.

Quand une opération présente un risque particulier relevant de la liste fixée par arrêté du 25 février 2003 :

- Etablissement et mise à jour et l'adaptation du **plan général simplifié de coordination**.

Le plan général simplifié de coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage.

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises ;
- L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

- À réception des des P.P.S.P.S. simplifiés, le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général simplifié de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général simplifié de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGSC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSSPS.

Article 4 - Présence du coordonnateur

Dans le cas où le coordonnateur titulaire ou son suppléant quitte l'entreprise définitivement, cette dernière s'engage à transmettre au maître d'ouvrage dans un délai 8 jours les références du remplaceant en y joignant les justificatifs de niveau de compétence et d'expérience (cf. Mémoire technique).

Il s'engage à consacrer globalement pour chaque phase de l'opération au minimum les temps suffisants en fonction de la durée estimée du chantier, sans pouvoir tirer argument de l'épuisement de ces temps pour ne pas remplir complètement sa ou ses missions.

Les visites inopinées devront être aléatoires, le visa du coordonnateur dans le RJC permettra de s'assurer de son passage à des moments différents d'un mois à l'autre.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Lui donner libre accès à toutes les réunions techniques relatives à l'opération, tant en phase conception, qu'en phase réalisation,
- Prévoir dans les marchés des intervenants la communication de toutes les études et pièces nécessaires à la mission du coordonnateur.

Chaque réunion donnera lieu à un compte rendu établi par le coordonnateur et transmis au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et à l'OPC s'il y en a un.

Article 5 - Moyens et autorités concédés

5.1 Autorité du coordonnateur

Le coordonnateur SPS interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant, soit l'accompagnement, la conception, l'étude et l'élaboration, soit la réalisation du projet, ou alors l'ensemble des phases selon l'étendue de sa mission. A cet effet, il sera convoqué systématiquement par l'organisateur de ces réunions (en général, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre). L'objet de la réunion lui sera systématiquement indiqué.

Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique, maîtres d'œuvre, etc.).

Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction, ou l'équilibre financier de l'opération.

Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le RJC.

L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés.

S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur la transmet par courriel qui vaut attestation de réception.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont destinataires par courriel de toutes les observations portées au RJC.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par écrit, qui feront appliquer les dispositions qu'ils jugeront nécessaires.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède, à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le RJC qu'il transmet aux intervenants et au maître d'ouvrage. Si le problème persiste, le coordonnateur propose au maître d'ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier, absence de carte d'identité professionnelle...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS avertit immédiatement (par tous moyens appropriés) le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui feront appliquer les dispositions nécessaires. Le coordonnateur SPS le mentionnera dans le RJC.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier fourniront au coordonnateur chaque mois la DNS (Déclaration Nominative Sociale) du personnel dédié au chantier. Pour le personnel recruté sur des missions d'intérim, une attestation sera produite. Ces éléments permettront au coordonnateur de vérifier l'identité des ouvriers autorisés à accéder au chantier. Le port du badge sur chantier est obligatoire pour tous les intervenants.

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants sur le lieu des travaux, sauf en cas de risques graves et immédiats, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés. Le coordonnateur alors aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple).

Le coordonnateur précisera sur le RJC :

- La date et l'heure de sa décision,
- Le type de travaux, la zone ou le matériel concerné,
- Les raisons de sa décision.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception. Préalablement, le coordonnateur prévient immédiatement, après constat, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par un appel téléphonique qu'il consigne dans le RJC.

L'entreprise informera le coordonnateur SPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

Le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques et le mentionne dans le RJC.

Dans ces cas, une copie du RJC est transmise immédiatement au maître d'ouvrage et au responsable de l'entreprise concernée, par tous moyens appropriés.

La notification de ces arrêts est consignée au RJC.

Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes les réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants. Le maître d'ouvrage devra systématiquement être informé.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera.

Il appartient au coordonnateur SPS, dans la mesure où il est informé d'un projet de « travail par point chaud », de préciser les conditions d'application de la procédure de permis de feu (notamment la répartition des rôles) et de les indiquer au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage donnera la consigne de l'application de la procédure adaptée et de s'assurer de la distribution des rôles dans l'application de cette procédure.

Le coordonnateur SPS devra s'assurer que l'ensemble des mesures de prévention, ainsi que les moyens de protection ont été pris avant, pendant et après l'exécution de travaux dits "par point chauds".

A ce titre, il devra :

- Avant le démarrage des travaux « par points chauds »
 - Participer à une visite d'inspection destinée à cibler efficacement les dispositions appropriées à la nature du travail à effectuer et aux risques spécifiques liés à ces travaux.
 - Vérifier l'affichage du permis feu.
- Pendant la réalisation des travaux
 - Faire assurer le respect des principes de prévention et de protection définis dans le permis de feu.

5.2 Moyens du coordonnateur

5.2.1 Phase conception

- Accès au site
- Information du coordonnateur des réunions de conception, de l'ordre du jour et des comptes rendus
- Fourniture des documents de conception avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces SPS
- Le cas échéant, fourniture du rapport d'étude géotechnique faisant apparaître les recommandations et conclusions du géotechnicien sur la tenue du sol en phase provisoire
- Fourniture des études et des diagnostics préalables (par exemple en cas de travaux de démolition ou de réhabilitation) permettant de recueillir les renseignements concernant notamment :
 - La nature, la résistance et la stabilité de la construction à démolir et de ses divers éléments
 - Le repérage des ouvrages voisins, leur résistance, l'influence de la démolition sur leur stabilité
 - Le recensement des éléments à risques spécifiques en raison, entre autres, de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité (amiante, plomb, pyralène, métaux lourds...)
- Fourniture des DIUO existants.

5.2.2 Phase réalisation

- Communication, dès que le maître d'ouvrage en a connaissance, des coordonnées de tous les intervenants sur le chantier,
- Indication par le maître d'ouvrage de la date de début des travaux et de réception de l'ouvrage,
- Le coordonnateur SPS peut demander au maître d'ouvrage de faire pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites par la réglementation, définies par le PGC et les dispositions prévues au PPSPS, par

- l'intervention d'une autre entreprise, financée par l'application de pénalités financières,
- Fourniture à la charge du maître d'ouvrage, des documents d'exécution avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces SPS,
 - Fourniture du plan d'installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d'exécution,
 - Information du coordonnateur SPS des réunions de maîtrise d'œuvre.

Article 6 - Délai de remise des documents

Les délais indiqués ci-dessous s'entendent en jours calendaires. Les pénalités prévues au CCAP peuvent être cumulables et ne sont pas limitées, elles seront appliquées quel qu'en soit le montant.

Les délais ci-après s'entendent comme des délais maximums.

Ils pourront être réduits dans les marchés subséquents.

Désignation	Délais maximum de livraison ou d'exécution
Déclaration préalable	5 jours ouvrés à compter de la notification du marché
Registre Journal de la Coordination (RJC)	Ouverture 5 jours ouvrés à compter de la notification du marché
Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre.
Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)	10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre.
Avis sur documents d'étude	10 jours ouvrés à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre.
Eléments à joindre au dossier de consultation des entreprises (DCE)	10 jours ouvrés à compter de la communication du DCE par le maître d'ouvrage.
Analyse des offres	5 jours ouvrés à compter de la communication du rapport d'analyse des offres par le maître d'ouvrage.
Règlement du Collège interentreprises de sécurité et de protection de la santé (CISSCT)	8 jours calendaires à compter de la réception du dossier PRO
Envoi des PV de réunions	2 jours ouvrés à compter de la réunion concernée
Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)	5 jours ouvrés à compter de la communication du PPSPS par les entreprises
Inspection commune	Au plus tard 1 semaine avant la première réunion de démarrage du chantier.
Remise définitive du DIUO	2 mois à compter de la réception du DOE